

territoires contemporains

BULLETIN DE L'INSTITUT
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

— UMR CNRS 5605 —

N° 4 — 1° SEMESTRE 1997

U n i v e r s i t é d e B o u r g o g n e

ISSN : 1254-1435

DIRECTEUR DU BULLETIN : Serge Wolikow

REDACTION : Annie Ruget

ÉQUIPE : Vincent Chambarlhac, Thierry Hohl,
Philippe Poirrier, Jean Vigreux

MAQUETTE ET MISE EN PAGE : Rosine Fry

© : UNIVERSITE DE BOURGOGNE - Institut d'histoire contemporaine (UMR CNRS 5605)

bur. R56 — 2, bd Gabriel — 21000 Dijon — Tél./fax : 03 80 39 57 17

SOMMAIRE

PROJETS DE RECHERCHE ET PREMIERS RESULTATS 5

ACTIVITES DES CENTRES

Centre de documentation sur les internationales ouvrières

Compte rendu du colloque *Les fronts populaires à l'épreuve de la question nationale* 11

L'internationale communiste et la question nationale 14

Centre de recherche sur le personnel politique et les acteurs sociaux en Bourgogne de 1789 à nos jours

Révolution et prosopographie 24

Les classes dirigeantes beaunoises, continuité ou changement ? (1789-1830) 27

Le personnel municipal dijonnais sous la Révolution (1789-1799) 31

Élections et députés dans l'Yonne sous la Révolution 34

Centre d'histoire des changements sociaux et politique

Banque de données biographiques des résistants, des militants des mouvements sociaux et des acteurs de la vie politique 37

Compte rendu de la journée d'étude « Voter et élire à l'époque contemporaine » 38

Publications 40

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

EN LIAISON AVEC

DEA <i>Ordre et désordre dans les sociétés européennes de la protohistoire à l'époque contemporaine</i>	45
Calendrier des activités de l'IHC en 1996-1997	46
Travaux et participations diverses des chercheurs de l'IHC	47

PROJETS DE RECHERCHE ET PREMIERS RÉSULTATS

Conçu, dès l'origine, pour présenter les activités de l'IHC ce bulletin a également l'ambition de livrer au lecteur des réflexions et des travaux dont il nous semble qu'ils peuvent l'intéresser comme outils et documents pour la recherche et pour l'enseignement.

L'Institut d'histoire contemporaine créé en 1992 sous la forme d'un laboratoire de l'Université de Bourgogne, fait, depuis 1995, partie de l'Unité mixte de recherche (UMR) qui dépend de notre Université et du CNRS. Dans cette UMR 5605, Centre Georges Chevrier pour l'histoire de la Bourgogne du Moyen Âge à l'époque contemporaine, notre centre d'histoire côtoie des historiens modernistes, médiévistes ainsi que des juristes ce qui rend possible le travail interdisciplinaire. C'est dans ce cadre que l'IHC a pris en charge la thématique « Territoires et pouvoirs » sur laquelle la recherche se développe à plusieurs niveaux : séminaires ouverts, groupe de travail, journée d'étude, mais aussi investigations empiriques (voir le calendrier par ailleurs). Le territoire de cette entreprise de recherche peut être entendu de plusieurs manières : il est bien sûr géographiquement situé. Il constitue un terrain d'observation et d'enquête sur lequel portent des études socio-politiques engagées de façon méthodique. Il en va ainsi du projet, déjà avancé, visant à

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

constituer une banque de données électorales, pour les XIX^e et XX^e siècles à l'échelle du canton, ce qui permettra, pour les départements de la région Bourgogne, de travailler avec plus d'efficacité sur l'évolution des opinions politiques. Ce travail s'articule d'autre part avec une recherche qui, par le biais de la biographie collective et de la prosopographie, se propose d'analyser les acteurs de la vie politique et sociale. Les travaux portant sur les parlementaires de la III^e République, les élus locaux sous la IV^e République, les résistants ou les militants des mouvements sociaux s'inscrivent dans cette démarche. Pour autant les questions essentielles de cette thématique de recherche sont d'ordre beaucoup plus général et appellent une ouverture nationale et internationale nécessaire aussi bien pour l'élaboration des problématiques que pour la réflexion comparative.

C'est dans cet esprit que nous avons depuis plusieurs années commencé à tisser des liens avec des centres de recherche en France et à l'étranger. Cette connexion, qui s'établit en fonction des programmes d'études, peut prendre différentes formes. Il y a bien sûr l'association avec d'autres laboratoires, par exemple l'IHTP (Institut d'histoire du temps présent), le Centre d'histoire du syndicalisme et des mouvements sociaux, le département d'histoire de l'Université de Franche-Comté avec lesquels différentes initiatives de recherche ont été réalisées ou sont en cours. Mais nous avons également, lors des colloques internationaux organisés par l'IHC, eu le souci de tisser des liens durables avec des chercheurs et des institutions notamment des pays européens. Depuis plusieurs années nous avons accueilli comme enseignants et chercheurs des universitaires russes, bulgare, espagnol et allemand. Notre laboratoire s'inscrit désormais dans plusieurs réseaux associant des centres de recherche historique qui se consacrent à l'histoire politique contemporaine et à celle des mouvements sociaux. C'est dans cette optique que nous avons participé ces derniers mois au Colloque de Linz, sur l'histoire du mouvement ouvrier international depuis 1989, à une rencontre de l'Université de Lisbonne sur les Fronts populaires dans la péninsule ibérique, à un colloque de l'Université de Bologne et de l'École française de Rome sur les familles politiques en Europe et enfin à un séminaire international placé, à Amsterdam, sous l'égide de l'Institut d'Histoire sociale, afin de mettre en place un réseau européen d'histoire sur le monde du travail.

La réflexion sur les archives est au centre de bien des débats qui agitent l'histoire du temps présent, en particulier celle du communisme. Sur ce point l'ouvrage *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs* permet au moins de brosser un tableau comparatif et raisonné des problèmes posés par

l'accès, mais aussi l'utilisation des archives dans le cadre des études consacrées au mouvement ouvrier. L'approche par la longue durée et la comparaison internationale nous semble indispensable si l'on veut éviter l'enfermement dans un cadre national tout à fait insuffisant, surtout si l'on a l'ambition de réfléchir sur les spécificités nationales des grandes évolutions du monde actuel. Dans ce domaine, comme dans celui qui touche à l'étude de l'État, il convient de combiner travail empirique et élaboration théorique. Dans cette perspective il faut situer la constitution d'un inventaire analytique informatisé des archives du communisme français et international pour la période allant jusqu'à la seconde guerre mondiale. Ce travail qui, à terme, permettra la recherche et la consultation des documents sur un support informatisé, implique un travail d'analyse, de traduction et de numérisation qui s'intègre dans un effort européen impulsé par le Conseil International des Archives avec le soutien matériel de l'Université de Bourgogne et du Conseil régional qui ont fait de la constitution de banques de données numérisées un des axes privilégiés du développement de l'activité de recherche dans la région.

La valorisation des travaux de recherche est inséparable de leur contenu et de leur développement. La publication de « *Territoires contemporains* » depuis 1994, avec le *Bulletin* et le *Cahier* concrétise un souci d'information et de présentation des activités de recherche au plus près de leur avancement. En mettant à la disposition des lecteurs la liste des maîtrises, des séminaires, des conférences nous avons le souci de faire connaître sans délai des études dont l'intérêt dépasse le seul cercle des spécialistes. L'histoire contemporaine, notamment celle du temps présent, a besoin de partenaires qu'elle ne saurait négliger dès lors qu'ils lui ont apporté témoignages et documents ! Restituer les travaux historiques à tous ceux grâce auxquels ils ont été possibles conditionne la pérennité du travail de recherche lui-même ! Ainsi le travail mené sur la mémoire militante et celle des mouvements sociaux conduite avec Adiamos (Association pour la Documentation, l'Information et les Archives des Mouvements Sociaux) comporte un volet vidéo, grâce à un partenariat noué avec l'IUT, et son département information-communication, qui, après une première année d'expérimentation, a permis de présenter publiquement des extraits de ce travail. Ce fut, le 2 avril 1997, à l'occasion de l'inauguration d'une exposition sur le Front populaire en Bourgogne. Cette initiative qui n'aurait pas été possible sans les recherches de plusieurs des historiens de notre laboratoire permet de concrétiser la dimension culturelle de son activité. La publication d'un CDROM consacré à l'occupation et à la résistance dans le Morvan participe de la même démarche puisque

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

toute la documentation et l'analyse procèdent des recherches sur la résistance menée depuis plusieurs années par notre équipe du CERORB (Centre d'Études et de Recherches sur l'Occupation et la Résistance en Bourgogne) en liaison avec le Musée de la Résistance du Morvan. Quant aux recherches sur les données électorales, le personnel politique et les acteurs sociaux en Bourgogne, nous avons le projet de mettre leurs résultats à la disposition des enseignants du secondaire, des journalistes et de tous les citoyens intéressés, grâce aux moyens modernes de communication. Ils seront accessibles, comme les informations contenues dans ce bulletin, sur un site Internet !

Serge WOLIKOW,
Directeur de l'IHC

I

H

ACTIVITÉS
DES CENTRES

C

CENTRE DE DOCUMENTATION SUR LES INTERNATIONALES OUVRIÈRES

LES FRONTS POPULAIRES A L'ÉPREUVE DE LA QUESTION NATIONALE

Ce colloque qui s'est tenu à l'Université de Bourgogne les 18 et 19 décembre 1996, sous la direction de Serge Wolikow, s'inscrit dans les réflexions menées depuis 1992 au sein de l'Institut d'Histoire Contemporaine. Après « L'Internationalisme à l'épreuve » (1992) et « Archives et historiographie des internationales ouvrières » (1994) ¹, il s'agit, par delà le calendrier commémoratif, de confronter les Fronts populaires à la question nationale. L'échelle européenne permet de dépasser le seul cadre français.

Revisiter les Fronts populaires

L'histoire des Fronts populaires offre la possibilité d'interrogations renouvelées sur l'évolution de l'internationalisme dans une période où il connaît des échecs graves, mais aussi des formes inédites. Les solidarités internationales spécifiques, centrées sur des objectifs limités, semblent en revanche prendre la relève à travers les mouvements contre la guerre et le fascisme, le RUP ou les Brigades internationales. Quelles significations donner à ces mobilisations internationales ? Parallèlement, on assiste à une appropriation de la culture nationale aussi bien par le PCF et la Sociale démocratie de l'Europe du Nord-Ouest, mais dans des contextes opposés : stratégie de Front populaire en France, refus d'alliances avec les communistes ailleurs. Cette question de la nation amène certains courants du mouvement ouvrier à refuser cette stratégie de Front populaire au nom même de l'internationalisme. Ces questionnements replacent aussi au premier plan la diversité des formes de l'antifascisme. Pour répondre à ce questionnement, quatre temps ont été retenus.

Internationalisme et solidarité

Une première demi-journée est consacrée aux anciennes et nouvelles solidarités internationales. Michel Dreyfus souligne la nationalisation des sections de l'IOS et

1. Les actes de ces rencontres sont disponibles à l'IHC : S. WOLIKOW et M. CORDILLOT [dir.], *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme (1848-1956)*, Dijon, EUD, 1993, 253 p. et S. WOLIKOW [dir.] avec la coll. de M. CARREZ, M. CORDILLOT, J. VIGREUX, *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996, 315 p.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

rappelle, à ce titre, le caractère exceptionnel de la situation des socialistes espagnols et français. Les difficultés de mise en place d'une stratégie antifasciste de la gauche non communiste, mises en évidence par Bruno Groppo, sont liées à la difficile analyse du phénomène fasciste. Ce qui conduit à sous-estimer l'opportunité d'une réponse unitaire. De là découlent plusieurs antifascismes en fonction des projets politiques alternatifs proposés. Nicole Racine et Michel Trebitsch mettent en exergue le renouveau de l'internationalisme, voire de l'universalisme, dans le champ littéraire et intellectuel. Ces formes de coopération intellectuelle, souvent méconnues, ont joué un rôle de sensibilisation à un idéal humaniste au sein de réseaux liés à la SDN et ses institutions. Au prisme des années 1935-1936, Yves Santamaria interroge le double référentiel du PCF : la défense nationale et la lutte pour la paix.

Nation, question nationale et Front populaire

La deuxième séance, consacrée au mouvement ouvrier et aux cultures politiques nationales, souligne le rapport complexe à la nation en fonction des identités propres à chaque pays. Aldo Agosti fait ressortir la singularité italienne : dans ce premier pays fasciste, le PCI tente une réconciliation nationale ambiguë afin de renverser le régime de Mussolini, puis élabore une distinction entre front antifasciste et front populaire. L'impossible nation, caractéristique de la situation espagnole analysée par Antonio Elorza, ne permet pas ici la nationalisation du mouvement communiste qui épouse les particularismes locaux. Annie Ruget et Jean Vigreux montrent combien les composantes agrariennes de l'identité nationale française sont à la fois revisitées par le gouvernement du Front populaire et par le PCF. Avec le « télégramme de Kazan », signé par trois dirigeants menchevicks en 1934, afin de saluer le pacte d'unité d'action entre la SFIO et le PCF, Andrea Panaccione soulève le débat interne à l'IOS et la situation politique des mencheviks dans l'URSS stalinienne. À partir de l'étude de *der Kampf*, revue théorique de la social-démocratie autrichienne, Claudie Weill pointe les prises de position sur la question nationale. Serge Wolikow envisage comment ont évolué les analyses du fait national français en proposant une chronologie fine des prises de position du PCF.

La guerre d'Espagne et les brigades internationales

Le cas espagnol, étudié au prisme des brigades internationales, permet d'évoquer à la fois les pratiques internationalistes, mais aussi le rejeu d'une lutte antifasciste nationale. Carlos Serrano place son intervention sous une double interrogation : la guerre d'Espagne est-elle perçue par les communistes comme une guerre civile ou une guerre internationale ? Dans un premier temps, le patriotisme du Front populaire est faiblement identifiable et renvoie au difficile rapport que le Parti communiste

Activités des centres

d'Espagne accorde à la question nationale. À partir du mois d'août 1936, une rupture discursive est nettement visible : la guerre suscite un réflexe d'union nationale et conduit, notamment, à l'utilisation de multiples références à la guerre d'indépendance contre les troupes napoléoniennes. Rémi Skoutelsky interroge le cas des volontaires français sous l'angle de leurs motivations : internationalisme et/ou patriotisme ? *No pasaran* est l'écho explicite de Verdun.

Antifascisme et nation

La dernière séance, consacrée à l'antifascisme et les questions nationales, se déroule en cinq étapes. Bernhard Bayerlein montre l'impossible front populaire allemand. Pour une Belgique tirillée entre deux nations, José Gotovitch souligne combien la question nationale n'est qu'un outil parmi d'autres pour un parti communiste sans ancrage de masse et forgé en marge. Si le parti communiste britannique accepte la ligne antifasciste, Kevin Morgan signale que face à la question nationale, il reste attaché à une perception multinationale du Royaume-Uni. Paul Pasteur met en évidence la difficile émergence de l'idée nationale chez les sociaux-démocrates et communistes autrichiens qui restent attachés à leur identité allemande. Après 1936, ils s'emparent du concept national pour une lutte patriotique antinazie. Philippe Poirrier examine combien l'antifascisme alimente au sein de la gauche française de nouvelles pratiques et politiques culturelles. L'enjeu central est la reconnaissance d'une culture nationale, jadis vilipendée pour son caractère de classe.

Deux tables rondes, l'une sur « les réticences, résistances et refus des Fronts populaires », l'autre sur « Front populaire et antifascisme » complètent et élargissent les approches des intervenants. La première rappelle la diversité des opposants aux fronts populaires, des trotskistes aux anarchistes, en passant par les minorités socialistes ¹. La seconde met en valeur l'ancrage social du projet antifasciste ².

Un tel colloque permet d'envisager les Fronts populaires dans leur diversité et plaide pour une histoire comparative, à la croisée du social et du politique, afin d'appréhender sous un nouvel angle l'histoire du mouvement ouvrier.

**Philippe POIRRIER,
Jean VIGREUX**

1. Animée par Annie Ruget, avec la participation de Pierre Broué, Jacques Kergoat, Francis Ronsin, Michel Trebitsch et Gilles Vergnon.

2. Animée par Serge Wolikow, avec la participation d'Aldo Agosti, Serge Berstein et Antonio Elorza.

**CENTRE DE RECHERCHES SUR
LE PERSONNEL POLITIQUE ET LES ACTEURS SOCIAUX
EN BOURGOGNE DE 1789 À NOS JOURS**

REVOLUTION ET PROSOPOGRAPHIE

Par les efforts de rationalisation administrative et de contrôle politique qui la caractérisent, par sa volonté même de produire les cadres d'une nouvelle société, la Révolution offre de manière nouvelle les matériaux d'une investigation sur les individus, la place qu'ils occupent dans la société d'alors, et leur intégration à des groupes redécoupsés. Les listes de contribuables, d'acheteurs de biens nationaux, d'affiliés à un club politique, d'administrateurs locaux, fournissent les premiers indicateurs d'une enquête sur la société du temps et ses particularités.

Trois mémoires de maîtrise dont les résumés suivent ont été construits autour de cette démarche prosopographique. Ils s'organisent à partir de corpus plus au moins larges numériquement et géographiquement. Celui sur Beaune analyse le cas de 153 individus parmi les familles les plus représentatives, celui sur Dijon se circonscrit aux 193 membres des municipalités successives et celui sur l'Yonne examine les itinéraires des quarante députés du département élus dans les assemblées révolutionnaires. En dépit de la diversité de leur approche, ils présentent des conclusions communes qui permettent de tenter une première synthèse de leurs apports.

Tous les trois associent l'analyse des caractéristiques sociales des individus et des groupes concernés à celle des fonctions politico-administratives successivement exercées. La profession des intéressés, celle de leurs ascendants, leur niveau d'instruction – lorsque l'information est accessible – ont été pris en compte. Tout comme leur participation à l'achat de biens nationaux de première et de seconde origine et leur présence sur les multiples listes de contribuables : registres de taille de 1789, liste de contribution patriotique de 1790, liste des contributions foncière et mobilière, liste de l'emprunt forcé ou liste des plus gros imposés de l'Empire. À cela s'ajoutent l'inventaire précis des fonctions politico-administratives occupées à la veille de la Révolution et dans les administrations locales durant la Révolution, ainsi que le repérage de ces individus sur les listes des adhérents aux clubs patriotiques, comme sur celles des épurés ou désarmés de l'an II et de l'an III.

Ces trois mémoires présentent aussi l'intérêt de couvrir la période révolutionnaire dans son intégralité et même au-delà. Tous les trois envisagent les individus et les groupes concernés à travers leur cheminement de l'Ancien Régime jusqu'à l'époque

Activités des centres

impériale, voire, pour Beaune, jusqu'en 1830. Une étude qui sur un temps relativement long permet d'appréhender à la fois des changements et des permanences, des renversements de situation aussi, liés aux changements de régime ou de majorité politique.

L'apport de ces travaux est de montrer de manière précise non pas tant l'ampleur des changements sociaux dus à l'épisode révolutionnaire, changements difficiles à maîtriser avec des outils disparates, que la physionomie sociale des groupes dirigeants pendant la Révolution, ainsi que l'importance que prend désormais la détention d'une fonction officielle dans les critères de distinction sociale.

Les conclusions des trois mémoires convergent pour dire la place privilégiée qu'occupe désormais dans le groupe dirigeant la bourgeoisie des professions libérales, professions libérales dans lesquelles les professions juridiques occupent une place écrasante. L'analyse des trajectoires sociales des intéressés montre que l'on a affaire en fait à un groupe en cours d'ascension sociale à la veille de la Révolution, fraîchement issu de la marchandise, et à qui la Révolution accorde une consécration que les dernières années de l'Ancien Régime lui avait déniée. À cette bourgeoisie des professions libérales à qui ses compétences en droit réservent les fonctions d'exécution dans les administrations locales (maires et officiers municipaux, membres des directoires de district ou de département, juges de district ou de département, députés), s'est trouvée associée dans un identique processus d'ascension sociale la bourgeoisie dite d'affaires, c'est-à-dire celle du monde du négoce massivement représenté dans les exemples choisis. C'est un groupe qui doit à la Révolution une reconnaissance officielle que l'Ancien Régime lui avait refusée. L'époque révolutionnaire est aussi pour lui celle des alliances sociales et matrimoniales avec la bourgeoisie des professions libérales comme le montre très clairement l'exemple beauinois. Entre ces deux groupes se tissent des réseaux particulièrement forts et s'organise un curieux partage des tâches : si la bourgeoisie des professions libérales se voit le plus souvent confier l'exercice des fonctions politico-administratives, les périodes plus « sensibles » réservent à la bourgeoisie des négociants des promotions dont la bonne gestion politique décide de leur consécration. Jean-Baptiste Edouard, fils d'un marchand de la côte beauinoise, y gagne une élection à la Convention, et un mandat de maire de la ville, tandis que Villetard originaire d'une famille de négociants d'Auxerre y consolide son rôle d'organisateur de la vie politique locale sous le second Directoire. Le même processus vaut pour la petite bourgeoisie du commerce et de l'artisanat, mais avec un succès bien moindre : sa participation à la vie publique devient effective à partir de 1792, dans les attributions les plus modestes cependant, comme dans les conseils municipaux. Il faut le cas exceptionnel du réseau Le Pelletier de Saint-Fargeau dans l'Yonne pour voir arriver à la députation des hommes comme Nicolas Maure, marchand-épiciier, qui sont le pur produit de conditions politiques

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

particulières. L'orientation conservatrice de la Révolution, à partir de Thermidor, rend à terme cette émergence de la petite bourgeoisie de la boutique et de l'atelier très temporaire, même si cette dernière fournit encore les bases d'une alliance politique à la bourgeoisie des professions libérales et à la bourgeoisie d'affaires.

Dans les trois exemples bourguignons qui ont été travaillés, la Révolution apparaît comme le moment de construction d'une alliance sociale et politique entre la bourgeoisie des professions libérales et la bourgeoisie d'affaires. Cette alliance détache définitivement la bourgeoisie des professions libérales de la noblesse qui se replie sur elle-même à la recherche d'une nouvelle identité, et elle coupe la bourgeoisie du négoce de l'artisanat dont elle est issue. Une alliance qui explique, peut-être, le libéralisme plus ou moins conservateur caractéristique des comportements politiques des bourgeoisies locales dans la première moitié du XIX^e siècle.

Annie RUGET

**CENTRE D'HISTOIRE DES CHANGEMENTS
SOCIAUX ET POLITIQUES**

**BANQUES DE DONNÉES BIOGRAPHIQUES DES RÉSISTANTS,
DES MILITANTS DES MOUVEMENTS SOCIAUX
ET DES ACTEURS DE LA VIE POLITIQUE**

Dans le cadre de ses activités, le centre d'histoire des changements sociaux et politiques est associé depuis une année à l'équipe du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (URA 1738 du CNRS). Cette initiative s'inscrit dans le projet, actuellement à l'œuvre, de poursuite du *Dictionnaire biographique « Le Maitron »* pour la période 1945-1968. Elle a pour objet la réalisation d'une série d'enquêtes dont le but est de constituer une banque de données biographiques des responsables, acteurs, militants des mouvements sociaux et culturels, des organisations politiques (PS, PC, PSU, etc.), syndicales (CGT, CGT-FO, CFDT, FEN, etc.), des mouvements de résistance (AS, FFI, FTP, etc.), des associations (LDH, Secours populaire) pour la période allant de 1940 à 1970.

Cette enquête porte sur les quatre départements bourguignons et les départements limitrophes de l'Aube et de la Haute-Marne. Elle n'exclut pas d'établir des synergies avec des départements voisins, ceux notamment de Franche-Comté. Pour mener à bien cette enquête, le travail est organisé sous la responsabilité d'une équipe de chercheurs en association avec les représentants des différentes organisations ou mouvements concernés. Des responsables par départements et par organisations, ainsi que des correspondants locaux sont chargés de recueillir les informations.

Pour poursuivre l'entreprise initiée par le CERORB depuis plusieurs années maintenant, et dans le cadre de cette démarche prosopographique, l'équipe de recherche sur la Résistance, a lancé une enquête biographique spécifique sur les résistants bourguignons. Pour établir le corpus les chercheurs utilisent la fiche type conçue pour la banque de données biographiques qui permet de prendre en compte les motivations, les actions, les faits de Résistance. Cette fiche permet de saisir les itinéraires en amont et en aval de la période concernée. Ce travail débouchera à terme sur un dictionnaire des résistants bourguignons.

JOURNÉE D'ÉTUDE « VOTER ET ÉLIRE À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE »

Cette journée d'étude s'est tenue le 7 juin 1996 dans les locaux de l'université de Bourgogne. Elle a été organisée à l'initiative de l'Institut d'Histoire contemporaine et du Centre d'Histoire du droit de l'UMR 5605, Centre Georges Chevrier pour l'histoire de la Bourgogne du Moyen Âge à l'époque contemporaine, en association avec l'atelier Voter et élire pendant la décennie révolutionnaire. Elle avait pour objet l'examen des processus électoraux dans la longue durée – de la Révolution à la période contemporaine – et l'analyse de leurs modalités et de leurs enjeux dans le contexte des conjonctures historiques qui les ont vus se mettre en place. Les interventions se sont organisées autour de trois tables rondes.

- Les premiers votes révolutionnaires, sous la présidence de Jean Bart.
- La nationalisation du phénomène électoral pendant la période révolutionnaire, sous la présidence de Serge Aberdam.
- Les « premières élections » au XIX^e siècle, sous la présidence de Pierre Lévêque.

La première table ronde a regroupé plusieurs contributions concernant la Bourgogne et des espaces environnants. Melvin Edelstein (The William Paterson College, États-Unis) : *Les élections en Côte-d'Or pendant la période révolutionnaire* ; Christine Lamarre (Université de Lyon III) : *Les élections municipales de 1790 en Côte-d'Or* ; Claudine Wolikow (Université Paris X) : *Les élections aux assemblées primaires de 1790 dans l'Aube* ; Bernard Gainot (Université Paris I) : *Les élections du Directoire en Saône-et-Loire*.

L'examen des premiers votes révolutionnaires, qu'il s'agisse des élections municipales de 1790, des élections aux assemblées primaires de 1790, ou de celles qui se sont déroulées dans le nouveau cadre électoral du Directoire, a montré comment se fait la réception des nouveaux processus électoraux et le degré d'adhésion qu'ils ont suscité, comparativement à ce qu'enseignent les autres élections de la période révolutionnaire. Il a aussi montré que les comportements électoraux doivent être analysés dans les rapports qu'ils entretiennent avec des enjeux plus larges (la consécration de la légitimité du chef-lieu à Troyes au printemps 1790, ou la politisation accrue des joutes électorales en Saône-et-Loire sous le Directoire).

La deuxième table ronde a permis d'introduire des comparaisons entre divers exemples régionaux et d'examiner les modalités d'intégration des règles électorales introduites par les assemblées révolutionnaires successives.

Serge Bianchi (IHRF) : *Les élections révolutionnaires dans le Sud du Bassin Parisien (départements actuels de l'Essonne et du Val de Marne)* ; Georges Fournier

Activités des centres

(Université de Toulouse II) : *Les élections révolutionnaires en Languedoc (Haute-Garonne, Aude et Hérault)* ; Maurice Genty (IHRF) : *Les élections révolutionnaires à Paris* ; Jean-Pierre Jessenne (Université de Lille III) : *Les élections révolutionnaires dans le Nord (département du Nord et du Pas-de Calais)*.

L'examen comparatif du corps électoral (électeurs et éligibles), des taux de participation, des pourcentages d'abstentions montre des variations considérables d'une région à l'autre, parfois même d'une commune à l'autre à l'intérieur d'une même région. Ces variations se confirment en fonction de la nature des votes (élections municipales, élections de juges de paix, élections de députés, plébiscite constitutionnel de 1793), de l'origine du vote (vote rural ou vote urbain), de l'époque à laquelle interviennent les élections. Les auteurs des communications ont insisté sur la part des spécificités locales, sociales et institutionnelles, héritées de l'Ancien Régime dans ces variations de comportements électoraux au début de la Révolution. Ils se sont aussi interrogés sur les incidences des processus électoraux dans les modifications du lien social et politique au cours de la Révolution et la traduction de ces incidences sur le vote.

La troisième table ronde s'est organisée autour des « premières » élections du XIX^e siècle : celles qui ont lieu en 1848 au suffrage universel.

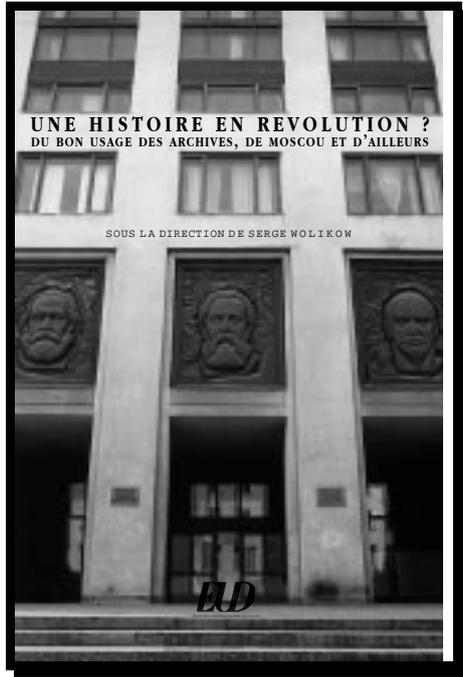
Annie Ruget (Université de Bourgogne) : *1848 et l'introduction du suffrage universel : le neuf et l'ancien* ; Pierre Lévêque (Université de Bourgogne) : *Les élections de 1848 en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire*.

Ces deux interventions ont souligné le caractère transitoire de ces premières élections de la Seconde République qui, tant dans le dispositif législatif du 5 Mars 1848 organisant les élections que dans la pratique des votes, montrent à la fois la rupture qu'introduit le suffrage universel et la continuité que représente le vote communautaire au chef-lieu de canton.

L'ensemble des interventions a nourri de nombreux débats : sur les difficultés techniques que pose l'établissement des données électorales, sur la signification complexe des comportements électoraux et de leur variabilité, enfin sur la question des ruptures et des continuités dans les processus électoraux à partir de l'ouverture révolutionnaire.

Annie RUGET

PUBLICATIONS



L'accès à de nouvelles archives, jusqu'alors interdites, va-t-il révolutionner l'histoire contemporaine, celle du mouvement ouvrier et du communisme en particulier ? Au-delà des effets d'annonce suscités par l'ouverture, partielle, mais bien réelle, des fonds d'archives conservés à Moscou, quels sont les enjeux scientifiques et historiographiques soulevés par l'utilisation d'une masse documentaire considérable ? Des historiens spécialistes de l'histoire du mouvement ouvrier européen font dans cet ouvrage le point sur les recherches anciennes et nouvelles dans ce domaine. Se gardant de tout sensationnalisme, ils présentent au lecteur des pistes de recherches et des réflexions critiques sur une histoire dont l'écriture est au centre des débats intellectuels de la fin du XX^e siècle.

ISSN : 1258-0899 – ISBN : 2-905965-13-4. – 130 Francs



Les initiatives scientifiques ou commémoratives autour de la Résistance ont été nombreuses ces dernières années, elles ont contribué à revivifier la mémoire et l'aventure de la Résistance qui, à bien des égards, reste une référence majeure dans la vie politique et sociale de notre pays. Autour des images, thème abstrait dans sa formulation, nous avons eu l'idée d'une rencontre qui a eu lieu à Dijon en 1995 et qui a donné lieu à cette publication.

Sous le titre *Les images collectives de la Résistance*, nous entendons les représentations socialement partagées, ancrées dans les mentalités. La mémoire de la Résistance n'est pas seulement l'affaire de quelques individus, elle est collective dans la mesure où elle s'organise dans des lieux, se cristallise dans des activités spécifiques, variées à travers l'enseignement, les musées, les représentations spectaculaires, l'activité associative, mais aussi le récit historique ou le récit en image, le récit filmique. Les images de la Résistance ainsi produites par ces différentes activités constituent un imaginaire social qui mérite d'être étudié comme tel.

Les interrogations que la période de la Résistance continue à nourrir, les problématiques historiques qu'elle continue à alimenter, dépendent du travail des historiens, mais aussi du propos des cinéastes comme de tous les protagonistes qui contribuent à façonner cette mémoire collective. Après une période où Vichy a fasciné les Français, il est temps que la réflexion sur la Résistance aboutisse enfin sous forme d'ouvrages qui en fassent connaître la complexité, mais aussi toute la richesse humaine.

ISSN : 1254-1435 – ISBN : 2-905965-16-9 – 80 Francs

Ces ouvrages sont en vente à l'IHC (tél./fax : 03 80 39 57 17)

I

H

EN LIAISON
AVEC

C

DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES :
ORDRE ET DESORDRE DANS LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES
DE LA PROTOHISTOIRE À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE
SÉMINAIRES 1995-1996

Conférences en salle 223 à la faculté des lettres, de 16 h. à 18 h.

MINORITES, EXCLUSIONS, INCAPACITÉS

DU XVI^e AU XX^e SIÈCLE

sous la responsabilité des professeurs

Jean-Marc Berlière, Benoît Garnot,
Francis Ronsin

30 octobre 1996 : *Les prisonniers au XVIII^e siècle* — Benoît Garnot (Pr. Dijon)

13 novembre 1996 : *L'encadrement juridique de l'antisémitisme de l'État français* — Dominique Gros (MC Dijon)

27 novembre 1996 : *La surveillance des étrangers* — Jocelyne Masson-Fenner (Historienne - Paris IV)

11 décembre 1996 : *Les prêtres délinquants au XVIII^e siècle : des exclus dans l'Église ?* — Éric Wenzel (Historien Dijon)

18 décembre 1996 : *Déviant et exclus en milieu protestant au XVII^e siècle* — Didier Poton (Pr. Poitiers)

22 janvier 1997 : *De la différenciation à la discrimination dans la pratique policière quotidienne* — René Lévy (CNRS)

5 février 1997 : — *Une population marginalisée : les transsexuels* — Elisabeth Zucker-Rouvillois (Sociologue, MIRE)

26 février 1997 : *Le sol et le sang (la perception des étrangers par les Français)* — Hervé Le Bras (Démographe EHESS-INED)

12 mars 1997 : *Les femmes et la citoyenneté en France. Histoire d'une exclusion* — Michelle Perrot (Pr. Paris VII)

26 mars 1997 : *Le mineur saisi par le droit* — Pierre Lenoël (Juriste)

9 avril 1997 : *L'étranger en France* — Edwige Rude-Antoine (Juriste-sociologue, CNRS)

7 mai 1997 : — *Sexe, genre, violence et prison* — Daniel Welzer-Lang (Sociologue)

ÉTAT ET POUVOIRS

sous la responsabilité du professeur

Serge Wolikow

23 octobre 1996 : *État et pouvoirs représentatifs à l'époque révolutionnaire* — Jean Bart (Pr. Dijon)

6 novembre 1996 : *La construction de l'État national et les pouvoirs locaux dans le premier XIX^e siècle* — Annie Ruget (MC Dijon)

20 novembre 1996 : *Les entrepreneurs et l'État sous le Second Empire* — Philippe Jobert (Pr. Dijon)

4 décembre 1996 : *Pouvoir patronal et politique sociale : le cas Schneider* — Françoise Fortunet (Pr. Dijon)

8 janvier 1997 : *L'État et la presse : la censure* — Maxime Dury (MC Dijon)

15 janvier 1997 : *Les magistrats et l'État français* — Alain Bancaud (IHTP)

29 janvier 1997 : *L'État commémorateur* — Patrick Garcia (MC IUFM Versailles)

12 février 1997 : *L'histoire des personnels des prisons* — Christian Carlier (Ministère de la Justice)

5 mars 1997 : *La sûreté de l'État dans l'entre-deux-guerres* — Frédéric Monnier (MC Valenciennes)

19 mars 1997 : *L'État culturel : genèse, fonctions et recomposition* — Philippe Poirrier (MC Dijon)

2 avril 1997 : *La politique de la ville sous la V^e République : une transformation de l'État* — Alain Bertho (ATER Paris VIII)

30 avril 1997 : *Pouvoirs et territoires : l'exemple de la régionalisation* — Pierre Bodineau (Pr. Dijon)

CALENDRIER DES ACTIVITÉS DE L'IHC 1997

SÉMINAIRE *ÉTAT ET TERRITOIRES*

26/2/97 : Benoît Caritey — *Pratiques sportives : identité et territoire*

12/3/97 : Philippe Poirrier — *Politique culturelle et les enjeux des territoires*

26/3/97 : Bernhardt Bayerlein — *La réunification allemande : pouvoir et territoires en Allemagne*

ACTIVITÉS DES ÉQUIPES DE L'IHC

26/3/97 : Réunion du CERORB (Centre d'étude régional sur l'Occupation et la Résistance en Bourgogne)

9/4/97 : CDIO — *Propagande, propagandistes et diffusion des savoirs*

Juin : *Journée sur la prosopographie et les militants*

JOURNÉE D'ÉTUDES DOCTORALES : *LES IMAGES DU POUVOIR*

25 avril 1997 - salle du conseil droit

Mise en scène et domination — *Régner bourgeoisement : la mise en scène du pouvoir monarchique sous Louis-Philippe* - T. Bouchet / *Les peintres au service du prince : propagande et répression en Bourgogne sous les ducs Valois* - S. Cassagnes / *La sûreté de l'État et l'ordre républicain* - F. Monnier

L'image du pouvoir chez les militants — *Pouvoir patronal et pouvoir d'État chez les syndicalistes* - C. Cuenot / *Les images du pouvoir dans la Finlande rouge de 1918* - M. Carrez / *Le pouvoir carcéral aux yeux des emprisonnés politiques* - S. Wolikow

L'image de la distinction — *Le privilège de la chasse* - P. Salvadori / *Du roi monarque au roi olympé : l'emblème du monstre dans les gravures des XVI^e et XVII^e siècles* - D. El Kenz / *La police des stupéfiants, une police comme les autres ?* - I. Charras

Le discrédit du pouvoir — *Les avant-gardes et le pouvoir* - A. Turowski / *Les représentations du pouvoir dans la gauche socialiste (1921-1939)* - T. Hohl / *La critique de l'État dans le roman pacifiste* - V. Chambarlhac

COLLOQUE

17 et 18 septembre 1997 à Dijon : Colloque transfrontalier (en association avec les universités de Neuchâtel, Lausanne, Fribourg, Genève, Besançon) — *Les notions de l'histoire du temps présent*

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

TRAVAUX, PARTICIPATIONS DIVERSES DES CHERCHEURS DE L'IHC

1—Publications :

Ouvrages

BERLIERE Jean-Marc, *Le monde des polices en France XIX^e-XX^e siècles.*, Bruxelles, éd. Complexe, 1996, 275 p.

POIRRIER Philippe [et al.], *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*, Paris, La Documentation française-Comité d'Histoire du Ministère de la culture, 1995, 238 p.

POIRRIER Philippe et MANCEAUX Fanny, *La statue de Bonaparte à Auxonne. Une commande publique sous le Second Empire*, Auxonne, Lycée Prieur de la Côte-d'Or, 1995, 32 p.

POIRRIER Philippe, *Histoire des politiques culturelles de la France contemporaine*, Dijon, Université de Bourgogne-Bibliest, 1996, 129 p.

WOLIKOW Serge, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, éd. Complexe, 1996.

WOLIKOW Serge [dir.], Maurice Carrez, Michel Cordillot et Jean Vigreux [coll.], *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996, 320 p.

WOLIKOW Serge [dir.], Thomas Bouchet et Stéphane Gacon [coord.], *Traces de la guerre d'Algérie, 40 ans de turbulences dans la vie politique française*, Dijon, EUD, 1995, Cahiers de l'IHC, n° 2, 128 p.

Articles et contributions

BLETON-RUGET Annie, Les sociétés rurales bourguignonnes au XIX^e siècle. Autour des travaux de Pierre Goujon, Pierre Lévêque et Marcel Vigreux, Actes du colloque d'Auxerre, 28-30 septembre 1995, *Histoire et sociétés rurales*, n° 5, 1^{er} semestre 1996, p. 48-61.

BLETON-RUGET Annie et DESAIVE Jean-Paul, Une bibliographie des campagnes bourguignonnes, *Histoire et sociétés rurales*, n° 5, 1^{er} semestre 1996, p. 201-219.

BLETON-RUGET Annie, La commémoration du bicentenaire au village en Bresse bourguignonne, *Territoires contemporains. Bulletin de l'Institut d'Histoire Contemporaine de l'Université de Bourgogne*, 1996, n° 3, p. 65-76.

BLETON-RUGET Annie, « L'infrajustice institutionnalisée : les justices de paix des cantons ruraux du district de Dijon pendant la Révolution », in *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Dijon, EUD, 1996, p. 291-311.

BERLIERE Jean-Marc, La naissance des Renseignements généraux, *Historia*, septembre 1995, n° 585, p. 60-65.

BERLIERE Jean-Marc, Une source inédite pour la guerre d'Algérie : les récits de vie de policiers in S. WOLIKOW [dir.], T. Bouchet et S. Gacon [coord.], *Traces de la guerre d'Algérie. 40 ans de turbulences dans la vie politique française*, Dijon, EUD, 1995, Cahiers de l'IHC, n° 2, p. 67-74.

Outils et documents

BERLIERE Jean-Marc, L'épuration de la police parisienne 1944-1945, *Vingtième siècle, revue d'histoire*, janvier-mars 1996, n° 49, p. 63-81.

BERLIERE Jean-Marc, La loi d'avril 1941, *Cahiers de la Sécurité Intérieure*, juillet 1996, n° 25, p. 167-181.

BERLIERE Jean-Marc, « La police », in *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944)*, Bruxelles, éd. Complexe, 1996, p. 489-508.

BERLIERE Jean-Marc et PESCHANSKI Denis, « Police et policiers parisiens face à la lutte armée (1941-1944) » in *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales Littéraires de l'Université de Besançon, 1996, p. 171-182.

BOUCHET Thomas, Fourierisme et républicanisme au début de la monarchie de Juillet, *Cahiers Charles Fourier*, 1995, n° 6 ; p. 46-57.

CARITEY Benoît, Geographical development of the sports phenomenon : ruralization of practices or urbanization of the countryside ? The alsatian sport movement between 1920 and 1940, *International review for the sociology of sport*, 1966, n° 1, International sociology of sport association (ISSA).

CARREZ Maurice, « Réflexions sur la culture politique à partir du cas des dirigeants de la gauche social-démocrate finlandaise, les *Siltasaarelaiset*, avant 1918 » in *La culture politique*, Université de Bourgogne-IHC, 1996, p. 16-19. (Dossier n° 1, multigraphié).

CHAMBARLHAC Vincent, « La culture politique, leurre biographique ? » in *La culture politique*, Université de Bourgogne-IHC, 1996, p. 10-15. (Dossier n° 1, multigraphié).

CORDILLOT Michel, L'histoire revisitée du PCUSA, *La Pensée*, juillet-septembre 1996, n° 307, p. 81-85.

CORDILLOT Michel, Les Socialistes franco-américains et les Canadiens, *Bulletin d'Études politiques* (Montréal), hiver 1995, vol. 3, n° 2, p. 83-101.

CORDILLOT Michel, « Benoît Malon, de la Première à la Deuxième Internationale » in S. WOLIKOW [dir.], *Écrire des vies. Biographie et mouvement ouvrier, XIX^e-XX^e siècles*, Dijon, EUD, 1994, Cahiers de l'IHC, n° 1, p. 63-75. Article repris dans *Bulletin de l'Association des amis de Benoît Malon*, 1995, n° 3, p. 5-16.

CORDILLOT Michel, Fourierisme et socialisme au tournant du siècle. Une curieuse attaque guesdiste contre Jaurès, *Cahiers Charles Fourier*, 1995, n° 6, p. 85-89.

CORDILLOT Michel, « Archives et historiographie de l'AIT : un bilan et quelques éléments de réflexion » in Serge WOLIKOW [dir.], *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996, p. 25-30.

CORDILLOT Michel, Contribution in Michel DREYFUS [dir.], *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Gaziers-électriciens*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996.

GACON Stéphane, Images, multimédia et usage pédagogique de l'informatique. Quelques remarques à propos de la réalisation d'une banque de données interactive in G. GAUDIN et J. MARECHAL [dir.], *Image et pédagogie en Histoire-Géographie*, Paris, CNDP, 1995, p.49-54.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

GACON Stéphane, Histoire d'une amnistie, l'amnistie de la guerre d'Algérie in S. WOLIKOW [dir.], T. Bouchet et S. Gacon [coord.], *Traces de la guerre d'Algérie. 40 ans de turbulences dans la vie politique française*, Dijon, EUD, 1995, Cahiers de l'IHC, n° 2, p. 15-40.

HOHL Thierry, « Quelques interrogations sur la culture politique » in *La culture politique*, Université de Bourgogne-IHC, 1996, p. 6-9. (Dossier n° 1, multigraphié).

POIRRIER Philippe et VADELORGE Loïc, La statuaire provinciale sous la Troisième République. Une étude comparée : Rouen et Dijon, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1995, n° 2, p. 240-269.

POIRRIER Philippe, Histoire du « Théâtre de Bourgogne ». (1955-1995), *Pays de Bourgogne*, juin 1995, n° 168, p. 1-6, septembre 1995, n° 169, p. 1-6 et mars 1996, n° 171, p. 1-8.

POIRRIER Philippe, « L'œuvre d'art comme document en histoire : l'exemple du monument aux morts de Dijon » in G. GAUDIN et J. MARECHAL [dir.], *Image et pédagogie en Histoire-Géographie*, Paris, CNDP, 1995, p. 17-36.

POIRRIER Philippe, La politique du livre et de la lecture en Bourgogne : un paysage culturel renouvelé, *Bourgogne Côté Livre*, janvier 1996, n° 3, p. 4-5.

POIRRIER Philippe, « Politiques culturelles » locales et commémorations : le bicentenaire dans l'agglomération dijonnaise, *Territoires contemporains. Bulletin de l'Institut d'Histoire Contemporaine de l'Université de Bourgogne*, 1996, n° 3, p. 49-64.

POIRRIER Philippe, « Le Musée des Beaux-Arts et la politique culturelle de la ville de Dijon de 1918 à nos jours » in L. VADELORGE [dir.], *Les musées de province dans leur environnement*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 1996, p. 65-78.

POIRRIER Philippe, From the Fine Arts to a Cultural Policy. The example of a regional capital in France : Dijon 1919 to 1995, *The european journal of cultural policy*, 1996, n° 2, p. 341-358.

POIRRIER Philippe, La politique culturelle de la municipalité de Dijon au XX^e siècle, *Bulletin de liaison de l'Association pour le Renouveau du Vieux-Dijon*, 4^e trimestre 1996, n° 17, p. 12-15.

POIRRIER Philippe, « Débat sur le ministère de la culture. 1987-1993 » in J. JULLIARD et M. WINOCK. [dir.], *Dictionnaire des intellectuels français. Les noms, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 1996, p. 787-790.

POIRRIER Philippe, Changements de paradigmes dans les politiques culturelles des villes, *Hermès*, 1996, n° 20, p. 85-91.

RONCIN Francis, Une aventure de jeunesse de la sociologie : les relations entre divorce et suicide, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1995, n° 2, p. 292-312.

VIGREUX Jean, « La culture politique communiste : le cas français » in *La culture politique*, Université de Bourgogne-IHC, 1996, p. 20-25. (Dossier n° 1, multigraphié).

VIGREUX Jean, « Pierre Courtade » in J. JULLIARD et M. WINOCK [dir.], *Dictionnaire des intellectuels français. Les noms, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 1996, p. 316-318.

Outils et documents

VIGREUX Jean, Les journées rurales de Dijon en 1927 : La Jeune République et les paysans, *Histoire et Société rurales*, 1995, n° 5, p. 189-200.

VIGREUX Jean, « Paysans et responsables du travail paysan dans la direction du PCF » in M. DREYFUS, C. PENNETIER, N. VIET-DEPAULE [dir.], *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, p. 205-218.

VIGREUX Jean, « Les archives du Krestintern » in Serge WOLIKOW [dir.], *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996, p. 151-158.

WOLIKOW Serge, « Le Komintern, le PCF et les débuts de la Résistance », in J.-M. GUILLON et P. LABORIE [dir.], *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995.

WOLIKOW Serge, L'histoire du communisme à l'épreuve des archives russes, *Traverse, Revue d'histoire*, n° 3, Zurich, 1995.

WOLIKOW Serge, La bataille du rail : la création d'une image collective de la résistance des cheminots, *Avant Scène - théâtre-cinéma-musique-danse*, 1995.

WOLIKOW Serge, La longue histoire des négociants de Bourgogne, *La Bourgogne aujourd'hui*, juin 1995.

WOLIKOW Serge, « Militants et dirigeants communistes face à l'emprisonnement politique » in M. DREYFUS, C. PENNETIER, N. VIET-DEPAULE [dir.], *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996.

WOLIKOW Serge, « Les communistes face à la lutte armée », in *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales Littéraires de l'Université de Besançon, 1996.

WOLIKOW Serge, « Le regard de l'autre, le Komintern et le PCF » in *Centre and Periphery, The history of the Comintern in the Light of New Documents*, éd M. Narinsky et J. Rojahn, Amsterdam, IISH, 1996.

WOLIKOW Serge, « L'histoire du PCF comme section nationale à l'épreuve des archives de l'IC », in *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996.

WOLIKOW Serge, Le PCF et le bicentenaire : commémoration du parti ou des communistes ?, *Territoires contemporains. Bulletin de l'Institut d'Histoire Contemporaine de l'Université de Bourgogne*, 1996, n° 3, p. 40-48.

WOLIKOW Serge, « IMT/ CERM/IRM trois institutions intellectuelles communistes » in J. JULLIARD et M. WINOCK [dir.], *Dictionnaire des intellectuels français. Les noms, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 1996.

2—Colloques et séminaires :

BLETON-RUGET Annie, « La construction de l'état national et les pouvoirs locaux dans le premier XIX^e siècle », séminaire de DEA *Ordre et désordre dans les sociétés occidentales de l'Antiquité à l'époque contemporaine*.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

BLETON-RUGET Annie, « Identité nationale et régionalisme (France, XIX^e-XX^e siècle) », séminaire *La construction des identités : nations et minorités régionales*, IHC-CERPO, février 1996.

BLETON-RUGET Annie, « 1848 et l'introduction du suffrage universel : le neuf et l'ancien », journée d'étude *Voter et élire à l'époque contemporaine*, IHC-Centre d'histoire du droit, juin 1996.

BLETON-RUGET Annie, « Le Front populaire et les composantes agrariennes de l'identité française en 1937 », colloque *Les Fronts populaires à l'épreuve de la question nationale*, Dijon le 18 décembre 1996.

BLETON-RUGET Annie, « L'image de la femme dans l'affiche de propagande de Vichy », séminaire *Pratiques d'archives*, EHESS, février 1997.

BOUCHET Thomas, « La barricade des *Misérables* », colloque *La barricade*, Société d'Histoire de la Révolution de 1848 et des Révolutions du XIX^e siècle, Centre de Recherches sur l'histoire du XIX^e siècle (Paris-I, Paris-IV), Paris, les 16-17 mai 1995.

CARITEY Benoît, « Sports et tourisme en Alsace, définition des lieux comme enjeu de luttes (1870-1914) » in *Pratiques sportives et identités locales*, rapport de fin d'étude, groupement de recherche CNRS 1094, coordonné par B. Michon, Université de Strasbourg II - Université de Franche-Comté - Université de Lyon I, 1996.

CARITEY Benoît, « Rapports aux processus de délocalisation des enjeux : Alsace, 1920-1940 », in *Pratiques sportives et identités locales*, rapport de fin d'étude, groupement de recherche CNRS 1094, coordonné par B. Michon, Université de Strasbourg II - Université de Franche-Comté - Université de Lyon I, 1996.

CARREZ Maurice, « Nation et monde ouvrier en Finlande des années 1880 à la deuxième guerre mondiale », séminaire *La construction des identités : nations et classes sociales*, IHC - CERPO, le 17 janvier 1996.

CHAMBARLHAC Vincent, « Les textes-manifestes », séminaire *La construction des identités : Le discours comme matériau*, IHC-CERPO, le 6 mars 1996.

HOHL Thierry, « Antifascisme et socialisme », séminaire *La construction des identités : nations et partis politiques*, IHC-CERPO, le 3 avril 1996.

POIRRIER Philippe, « L'histoire des politiques culturelles des villes », séminaire *d'Histoire culturelle de la France contemporaine*, dirigé par J.-F. Sirinelli et J.-P. Rioux, FNSP-Université de Colombia, le 7 février 1996.

POIRRIER Philippe, « L'histoire culturelle des villes », séminaire *La recherche dans le champ de la culture*, dirigé par M. Ségalen et P. Moulinier, Université Paris-X Nanterre, le 13 novembre 1996.

POIRRIER Philippe, « Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française », colloque *Les Fronts populaires à l'épreuve de la question nationale*, Université de Bourgogne, le 19 décembre 1996.

Outils et documents

POIRRIER Philippe, « La politique culturelle de la ville de Dijon au XX^e siècle », séminaire *lundis de l'IUP* (Management de l'éducation, de la formation et de la culture, sous la dir. de C. Patriat), Université de Bourgogne, le 19 novembre 1996.

RONSin Francis, « L'alcoolisme dans les projets de régénération sociale du mouvement néo-malthusien sous la Troisième république », *Entretiens Franklin, Santé publique et société*, Paris, juin 1996.

RONSin Francis, participation à la table ronde « Réticences, résistances et refus des Fronts populaires », colloque *Les Fronts populaires à l'épreuve de la question nationale*, Université de Bourgogne, le 18 décembre 1996.

VIGREUX Jean, « L'Allemagne nazie : origine et mise en place de la dictature hitlérienne », séminaire IFOREP-Fondation pour la mémoire Buchenwald-Dora, Kaisresberg, le 24 octobre 1995.

VIGREUX Jean, « Vichy, la collaboration : histoire et mémoire », séminaire IFOREP, le 10 janvier 1996.

VIGREUX Jean, « Les campagnes rouges en France », séminaire *La construction des identités : nations et classes sociales*, IHC - CERPO, le 17 janvier 1996.

VIGREUX Jean, « La biographie politique : sources et méthodes », séminaire de maîtrise d'histoire contemporaine, dirigé par Serge Wolikow, Université de Bourgogne, 1996.

VIGREUX Jean, « Nazisme et déportation », séminaire IFOREP-Fondation pour la mémoire Buchenwald-Dora, Kaisresberg, le 21 octobre 1996.

VIGREUX Jean, « Waldeck Rochet : l'élu de Nanterre », conférence dans le cadre de l'exposition *Visages du mouvement ouvrier à Nanterre*, le 5 novembre 1996.

WOLIKOW Serge, « Autour de l'Internationale communiste », séminaire *La construction des identités : nations et partis politiques*, IHC-CERPO, le 3 avril 1996.

WOLIKOW Serge, « Le processus décisionnel dans le PCF durant la seconde guerre mondiale », colloque *Les processus décisionnels et la résistance urbaine*, Colloque IHTP-CNRS novembre 1995.

WOLIKOW Serge, « Le poids de la ville dans la résistance », rapport de synthèse au colloque *Les processus décisionnels et la résistance urbaine*, Colloque IHTP-CNRS novembre 1995.

WOLIKOW Serge, « La réintégration de la famille politique communiste dans les sociétés politiques de l'Europe occidentale dans les années trente », colloque *Les familles politiques en Europe*, Université de Bologne - École Française de Rome et Institut d'Études politiques de Paris, 11-13 octobre 1996

WOLIKOW Serge, « Le front populaire en France », colloque international *60 anos das frentes populares*, Lisbonne, 15-16 décembre 1996.

WOLIKOW Serge, « La gauche et la question nationale au temps du Front populaire », colloque international *Le Front populaire à l'épreuve de la question nationale*, Dijon, 18-19 décembre 1996.